
Former les tortionnaires : l'École des Amériques.

MARJORIE COHN, professeur de droit à la Thomas Jefferson School of Law
(San Diego, Californie)

« L'École militaire des Amériques... est une école qui a formé plus
de dictateurs que toute autre école dans l'histoire du monde. »

Joseph Kennedy, membre de la Chambre des représentants¹

Il y a quelques années, dans le cadre d'une visite à Buenos Aires, je me suis rendue à la Plaza de Mayo (« place de Mai »). De vieilles femmes tenant de grandes photos de leurs enfants morts manifestaient en marchant autour de la place, comme elles le font tous les jeudis depuis avril 1977. Une femme me raconta comment sa fille de 18 ans avait été enlevée au milieu de la nuit, en chemise de nuit. Elle avait critiqué à l'université la politique gouvernementale. Son corps avait été retrouvé près d'une crique. D'autres femmes racontèrent comment leurs enfants avaient « disparu » et avaient été torturés. Ces mères continuent d'exiger que les militaires leur expliquent ce qui est arrivé à leurs bien-aimés. Pendant qu'on kidnappait leurs fils et leurs filles, les États-Unis apportaient leur soutien à la « sale guerre » menée par la dictature argentine. À la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingts, Leopoldo Galtieri était à la tête de la junte militaire en Argentine quand 30 000 personnes disparurent et furent tuées. Galtieri était diplômé de l'École des Amériques.

Une école de contre-insurrection

L'école a été fondée en 1946 dans la zone du canal de Panama et fut appelée le Centre de formation d'Amérique latine – Division terrestre (*Latin American Training Center - Ground Division*). En 1963, elle devint l'École militaire des Amériques (*U.S. Army School of the Americas - SOA*). Elle interrompit ses activités en septembre 1984 conformément au traité du canal de Panama signé en 1977. L'École des Amériques rouvrit trois mois après à l'intérieur de la base militaire de Fort Benning, en Géorgie. En raison de sa mauvaise réputation, la SOA fit l'objet d'une réforme cosmétique en étant rebaptisée en 2001 Institut de l'hémisphère occidental pour la coopération en matière de sécurité (*Western Hemisphere Institute for Security Cooperation - WHINSEC*).

Depuis son ouverture, plus de 59 000 militaires, policiers et civils provenant de 23 pays d'Amérique latine et des Caraïbes y ont été formés. Nombre d'entre eux ont par la suite fait disparaître, torturer et assassiner leurs concitoyens. « En réalité », selon un éditorial du *Los Angeles Times* datant de 1995, « il est difficile de penser à un coup d'État ou à des violations des droits de l'homme ayant eu lieu en [Amérique latine] au cours des quarante dernières années dans lesquels des anciens de l'École des Amériques n'ont pas été impliqués. »²

Les États-Unis ont utilisé pendant la Guerre froide les dictatures d'Amérique latine comme des intermédiaires pour contrer les révolutions et préserver la région du communisme. La révolution cubaine de 1959, l'élection de Salvador Allende au Chili en 1970 et la révolution au Nicaragua en 1979 ont été des moments charnières pour la politique étrangère anticommuniste des États-Unis en Amérique latine.

Au début des années soixante, Vatican II, qui a conduit à la réforme de l'Église catholique et à la théologie de la libération, a également représenté une évolution importante qui a influencé la politique américaine. En rupture avec la pratique passée, l'Église commença à se ranger du côté des pauvres, en se concentrant sur les inégalités qui entraînaient la faim et la misère. C'est le rôle joué par l'Église au Guatemala au milieu des années quatre-vingts qui a été à l'origine de l'enlèvement et de la torture de sœur Dianna Ortíz, décrits ci-dessous.

Les États-Unis ont armé les gouvernements militaires, leur ont fourni de l'argent et accordé des prêts. Ils ont également eu recours à des pressions diplomatiques et à des menaces pour que ces régimes continuent de protéger les intérêts américains. Il était moins cher et plus facile de former des tyrans militaires à réprimer leur population que d'envoyer des soldats américains. L'objectif premier des États-Unis en

Amérique latine au cours de cette période était de maintenir la *stabilité* pour leurs investissements.

En important des méthodes de torture utilisées dans le cadre du « programme Phoenix » au Vietnam – y compris la simulation de noyade ou *waterboarding**, les chocs électriques, l'assassinat, l'enlèvement et l'exécution sommaire –, les États-Unis ont formé les hommes forts d'Amérique latine aux techniques de maintien de l'ordre. Ils ont fait venir des manuels expliquant comment utiliser la torture pour neutraliser ses ennemis. Ces ouvrages provenaient du centre de formation à l'espionnage de l'armée américaine à Fort Huachuca, en Arizona, et expliquant comment employer la torture pour neutraliser les ennemis, ont été apportés à l'école.

Pendant la période où les États-Unis ont soutenu ces dictatures et ont formé à l'emploi de tactiques brutales contre leur peuple, tous ces États ont pratiqué ce que le professeur Terry Lynn Karl appelle le « double déni »³. Les responsables militaires des pays d'Amérique latine se présentaient comme des « réformateurs » et le gouvernement américain affirmait les croire. Entre-temps, les États-Unis soutenaient la terreur d'État.

Le programme principal de l'école était la *contre-insurrection*. Les cours comprenaient une formation de tireur d'élite, des opérations commando, la pose de mines, les techniques d'interrogatoire (autrement dit la torture) et la guerre psychologique dont il faut user contre les « insurgés ». Le contenu pratique et idéologique des cours fut inspiré par la « doctrine de la sécurité nationale », qui visait à combattre le communisme en Amérique en chargeant du maintien de l'ordre intérieur les forces de sécurité locales internes afin d'éviter d'avoir recours à des soldats américains. Incarnant une conception militaire de l'État, cette doctrine a profondément affecté les sociétés et les institutions militaires de tous les pays du continent, même ceux qui, comme en Colombie, conservaient un pouvoir civil.

« Qui sont les insurgés ? », demande le Père Roy Bourgeois de la Société de Maryknoll, le meneur d'un mouvement prônant la fermeture de l'École des Amériques. « Ce sont les pauvres. Ils sont le peuple d'Amérique latine qui appelle à la réforme. Ils sont des paysans sans terre qui sont affamés. Ils sont des travailleurs de la santé, des militants des droits de l'homme, des syndicalistes. Ils deviennent les insurgés. Ils sont considérés comme l'« ennemi ». Ils sont ceux qui deviennent la cible de ceux qui apprennent leurs leçons à l'École des Amériques », fait-il remarquer⁴.

Sœur Dianna Ortíz

L'une des victimes les plus notoires des tortures perpétrées par les anciens de la SOA est sœur Dianna Ortíz, une religieuse américaine de l'ordre de Sainte-Ursule. Elle partit au Guatemala en 1989 pour apprendre aux enfants à lire et à écrire. Elle a été enlevée et violemment torturée. Les États-Unis soutenaient la dictature au Guatemala à cette époque. L'homme qui a supervisé sa torture était américain. Sœur Dianna a été violée à maintes reprises, brûlée avec des cigarettes et on lui a même mit un couteau entre les mains, pour l'enfoncer ensuite dans le corps d'une femme.

Heureusement, elle s'est échappée et est retournée aux États-Unis où elle œuvre à l'abolition de la torture. Son incroyable calvaire est détaillé dans la préface de mon ouvrage *The United States and Torture: Interrogation, Incarceration, and Abuse* (« *Les États-Unis et la torture : Interrogatoire, incarcération et mauvais traitements* »), dans laquelle elle écrit :

« On part si souvent du principe que la torture est employée pour obtenir des renseignements. Bien plus souvent, l'objectif est de menacer les populations pour qu'elles se taisent et se soumettent. Ce que j'ai dû endurer était un message, une mise en garde pour les autres – de ne pas s'opposer, de garder le silence et de céder face au pouvoir sans poser de question. Au Guatemala, l'Église catholique cherchait à marcher aux côtés des pauvres qui souffraient. Les dirigeants se servaient de moi pour faire passer cet avertissement à l'Église : "Cessez toute opposition ou bien soyez prêts à affronter la force de l'État dans toute sa violence." »⁵

Le tortionnaire en chef de sœur Dianna, le général Hector Gramajo, le ministre de la Défense du Guatemala, avait été formé par la SOA. En 1991, une cour aux États-Unis a reconnu Gramajo responsable des viols et de la torture de sœur Dianna et lui a ordonné de payer 47,5 millions de dollars (soit 35,5 millions d'euros) de dommages et intérêts.

Les anciens de l'école

La liste des hommes forts formés à cette école représente un aréopage de tyrans. Voici un échantillon des anciens de la SOA qui ont utilisé leur formation acquise à l'école pour perpétuer des atrocités :

Argentine. L'officier de marine Emilio Massera met en place un camp d'interrogatoire et de torture où 30 000 « ennemis de l'État » sont soumis à des sévices et tués. Nombre d'entre eux sont embarqués dans des « vols de la mort » au cours desquels ils sont jetés dans une rivière depuis un avion.

Bolivie. Le général Hugo Banzer Suárez, un dictateur qui a pris le pouvoir lors d'un coup d'État violent, est responsable de l'arrestation de 3 000 opposants. 200 sont tués et d'innombrables personnes sont torturées. 2 000 prisonniers politiques sont détenus dans « les chambres de l'horreur ».

Chili. Le premier-lieutenant Miguel Krassnoff est l'un des 30 responsables cités dans l'affaire Augusto Pinochet pour les crimes de génocide, terrorisme, torture et arrestations illégales.

Colombie. Le général Hernán José Guzmán Rodríguez, commandant de l'armée colombienne, protège et aide les escadrons de la mort paramilitaires à assassiner au moins 149 personnes.

Le colonel Roberto Hernández Hernández organise la détention illégale et la torture de 42 personnes ; la plupart d'entre elles sont des syndicalistes et des défenseurs des droits de l'homme. Il est impliqué dans des meurtres cruels lors du massacre de Trujillo au cours duquel de nombreuses victimes ont été démembrées avec des tronçonneuses.

Salvador. Le capitaine Roberto D'Aubuisson planifie et commande l'assassinat de l'archevêque Oscar Romero, bien-aimé des pauvres au Salvador. D'Aubuisson organise le réseau d'escadrons de la mort dans ce pays.

Le lieutenant-colonel Domingo Monterrosa Barrios contribue au massacre d'El Mozote et est le commandant du bataillon brutal Atlacatl qui assassine sauvagement des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants non armés.

Le général Juan Orlando Zepeda orchestre l'assassinat de six jésuites, de leur domestique et de sa fille adolescente. Il est impliqué dans 210 cas d'exécution sommaire, 64 cas de torture et 110 cas de détention illégale.

Trois des cinq officiers reconnus coupables du viol et du meurtre de quatre religieuses, notamment des sœurs Mara Clark et Eda Ford de la Société de Maryknoll et de sœur Dorothy Kazel de l'ordre de Sainte-Ursule ainsi que du missionnaire laïc Jean Donovan, ont été formés par l'école.

Guatemala. Le général Efraín Ríos Montt est un dictateur qui s'est, au Guatemala, emparé du pouvoir par un putsch. Il préside à la campagne de la terre brûlée qui aboutit au génocide de la population indigène.

Pedro Pimentel Ríos participe au massacre de Dos Erres qui conduit à la mort de 21 personnes. Les soldats assassinent systématiquement des hommes, des femmes et des enfants, matraquent les villageois avec des masses, les jettent dans un puits et violent des femmes et des filles.

Haïti. Le colonel Franck Romain est responsable de la tuerie de St Jean Bosco. Alors que le père Jean Bertrand Aristide dit la messe, des hommes armés pénètrent dans l'église et tuent 12 paroissiens et blessent au moins 77 personnes. Puis ils répandent de l'essence dans le bâtiment et y mettent le feu.

Honduras. Le général Romero Vásquez dirige le coup d'État militaire de 2009 au Honduras. Il renverse le gouvernement élu démocratiquement. Vásquez est le troisième diplômé de la SOA à faire chuter le pouvoir en place au Honduras.

Nicaragua. Durant la dictature des Somoza, plus de 4 000 soldats de la Garde nationale sont diplômés de la SOA. Nombre d'entre eux deviennent des « Contras », responsables de la mort de milliers de paysans nicaraguayens. Entre 1947 et 1979, l'école accueille plus de soldats nicaraguayens que de militaires de tout autre pays.

Pérou. Telmo Hurtado est responsable du massacre de 69 hommes, femmes et enfants à Accomarca. Après avoir séparé les hommes des enfants et des femmes, les soldats son unité violent celles-ci avant de tous les enfermer dans des bâtiments qu'ils incendient et où ils sont brûlés vifs.

Uruguay. Le capitaine Luis Alfredo Maurente est accusé de la disparition de près de 100 citoyens uruguayens et argentins, d'enlèvement et d'association illicite.

L'« École française » de torture

En 2003, la journaliste française Marie-Monique Robin a réalisé un documentaire intitulé *Escadrons de la mort : l'École française*. Il comporte des entretiens avec des vétérans de la guerre d'Algérie, notamment avec le général Paul Aussaresses, qui discute ouvertement du recours aux disparitions forcées* et à la torture, ainsi que des opérations des escadrons de la mort commanditées par les plus hautes sphères du gouvernement français en Algérie dans les années cinquante et soixante. À l'instar de l'École des Amériques, l'« École française » a par la suite formé de nombreux dictateurs et chefs militaires latino-américains. En effet, le film *Escadrons de la mort* démontre l'existence d'une concurrence féroce entre les Américains et les Français – les deux camps enseignant les techniques de contre-insurrection – alors qu'ils rivalisent pour exercer leur influence sur les régimes répressifs d'Amérique latine. Le rôle des États-Unis dans l'« opération Condor », au cours de laquelle l'opposition de gauche fut impitoyablement écrasée par les juntes latino-américaines qui employèrent les disparitions forcées et la torture dans les années soixante-dix, fut plus important que celui joué par la France. Cependant, certaines des pires atrocités ont été perpétrées par des élèves de l'« École française ».

Environ 300 000 Algériens furent tués et des centaines de milliers furent torturés durant la guerre d'Algérie. Le film primé de 1966 de Gillo Pontecorvo *La bataille d'Alger* montre l'utilisation, voulue par les autorités françaises, de la torture de l'eau, de la suspension des personnes au plafond, de brûlures infligées avec des chalumeaux et de l'administration de chocs électriques aux oreilles. Le Pentagone américain a effectué une projection de ce long métrage en 2003 pour se préparer à la guerre en Irak. Ainsi, il n'est pas surprenant que certaines techniques de torture décrites dans le film soient plus tard utilisées sur des prisonniers détenus par les États-Unis au cours de la « guerre mondiale contre le terrorisme » lancée par George W. Bush.

Dans ses mémoires de 2001, *Services spéciaux : Algérie 1955-1957*, Paul Aussaresses admet avoir procédé à des « exécutions sommaires ». Il reconnaît que des personnes ont été torturées puis exécutées. « Les méthodes que j'employais étaient toujours les mêmes : passages à tabac, chocs électriques et plus particulièrement la torture de l'eau qui était la technique la plus dangereuse pour le prisonnier. » Il ajoute : « Dans de rares cas seulement, les prisonniers que nous avons interrogés pendant la nuit étaient vivants le lendemain matin ». Il écrit que les meurtres étaient autorisés par des ordres en provenance directe du gouvernement français. Les méthodes d'assassinat de Paul Aussaresses et de ses collègues ont été apprises et utilisées par les États-Unis dans le cadre de leur programme secret de renseignements, l'« opération Phoenix », au Vietnam.

Le livre qui a été publié peu avant les attaques terroristes du 11 Septembre a provoqué un intense débat en France sur l'emploi de la torture – *la gangrène*. Il se dégageait du consensus général que la torture était le signe désastreux d'une corruption profonde de l'État et causait de graves préjudices aussi bien aux victimes qu'aux auteurs.

Paul Aussaresses fut jugé⁶ en France, mais pas pour ses crimes contre l'humanité, pour lesquels il était protégé par une loi d'amnistie promulguée par Charles de Gaulle. Il fut accusé d'« apologie de crimes de guerre ». Il dut payer une amende de 7 500 euros et fut déchu de sa Légion d'honneur.

Un mois après le procès, Mike Wallace lui demanda lors de l'émission *Sixty Minutes* sur la chaîne de télévision CBS si « ce serait une bonne idée de torturer pour obtenir des informations » de la part d'une personne suspectée d'être un pirate de l'air membre d'*al-Qaïda*. Paul Aussaresses répondit : « Cela serait certainement le seul moyen de le faire parler ». En réalité, les interrogateurs américains ont recueilli bien plus de renseignements utiles quand ils ont utilisé des méthodes d'interrogation humaines⁷.

La contre-insurrection aujourd'hui

Les armées et les services antistupéfiants formés par les États-Unis sont responsables de nombreuses violations des droits de l'homme commises dans le cadre de la guerre contre la drogue en cours en Colombie, en Bolivie et au Pérou. Les atteintes aux droits de l'homme sont également courantes lors des conflits militaires déclarés impliquant les États-Unis. Leurs responsables ont tiré les enseignements de la défaite au Vietnam afin d'éviter de nombreuses pertes américaines lors de combats à l'avenir. Les images des soldats américains revenant au pays dans des housses mortuaires ont renforcé l'opposition à la guerre aux États-Unis. Pour éviter ce problème, la contre-insurrection a été utilisée récemment en Irak et en Afghanistan. Dans de nombreux cas, dont le massacre de Fallujah, cette stratégie a conduit notre pays à perpétrer des crimes de guerre.

Les punitions collectives contre une population occupée violent la 4^e Convention de Genève⁸. Néanmoins, l'attaque américaine de novembre 2004 sur Fallujah, en Irak, qui a causé la mort de 4 000 à 6 000 civils⁹, a été menée en représailles à la suite du meurtre et de la mutilation de quatre mercenaires de la société *Blackwater Security Consulting*. Des témoins ont vu des soldats américains « ouvrir le feu sur les maisons ». Des hélicoptères américains ont attaqué et tué des civils, y compris une famille de cinq personnes essayant de traverser la rivière¹⁰. « Un grand nombre de personnes, y compris des enfants, ont été tuées par des snipers américains » et les civils restés à Fallujah « semblaient être considérés comme des complices de l'insurrection ». En outre, « les hommes en âge de combattre étaient particulièrement vulnérables. Cependant, il existe des témoignages rapportant que des enfants d'à peine quatre ans, et des femmes, et des hommes âgés ont été tués. »¹¹

Les assassinats ciblés ou les exécutions extrajudiciaires violent les conventions de Genève qui considèrent l'homicide volontaire comme une infraction grave, un crime de guerre. Cependant, le président Barack Obama utilise des drones pour éliminer des « militants présumés » au Pakistan, au Yémen et en Somalie, tuant même des citoyens américains. Depuis 2004, quelque 300 attaques de drones ont été lancées au Pakistan. On estime que 20 % des morts causés par ces raids sont des civils. En trois ans et demi du premier mandat de Barack Obama, entre 282 et 585 civils ont été tués, dont plus de 60 enfants. Cette campagne appuyée par des attaques de drones a également tué des dizaines de civils venus au secours des victimes ou des civils qui s'étaient rendus à des obsèques.

Le chef de l'État américain a aussi autorisé les attaques de drones étendues – à chaque fois que sont identifiés des « schémas de comportement » suspects sur les sites contrôlés par un groupe terroriste. Cela signifie que des bombes sont larguées sur des personnes non identifiées présentes dans une zone où une activité suspecte a lieu. Cette démarche va au-delà de la pratique illégale de l'assassinat ciblé. Des personnes sont tuées sans même être des cibles identifiées. Des crimes de guerre continuent d'être commis aujourd'hui.

Pas de responsabilité pour la SOA

« Personne n'a eu à répondre de ses actes pour l'enseignement de la torture à la SOA », écrit le professeur Bill Quigley dans *The United States and Torture*. « Aucune enquête publique complète sur l'école n'a été menée. Aucune excuse n'a été prononcée. Aucun dédommagement n'a été versé aux victimes. Personne n'a été blâmé. Personne n'a été poursuivi en justice. Personne n'a été sanctionné. Personne n'a été rétrogradé ou mis à la porte. Personne. »¹²

L'organisation *School of the Americas Watch* organise des manifestations annuelles devant Fort Benning. Jusqu'à 20 000 personnes exigent du gouvernement américain qu'il admette ce qu'il a commis dans le cadre de l'école, qu'il autorise une enquête indépendante et qu'il assume sa responsabilité quant aux conséquences. Les manifestants réclament la fermeture de l'école de torture.

La loi sur l'examen de la formation militaire pour l'Amérique latine (*Latin America Military Training Review Act, HR 3368*) est actuellement étudiée par le Congrès. Elle suspendrait les activités de la SOA - WHINSEC dans l'attente d'une enquête sur ses pratiques et son passé. Il est cependant peu probable que ce texte soit voté dans les faits.

Il y a toutefois une bonne nouvelle. L'Équateur a emboité le pas au Venezuela, à l'Uruguay, à l'Argentine et à la Bolivie en se retirant de la SOA - WHINSEC cette année. Il ne permettra plus à ses citoyens de suivre une formation à l'École des Amériques.

Ce n'est qu'une question de temps : la SOA - WHINSEC va véritablement devoir rendre des comptes pour le sinistre rôle qu'elle a joué dans l'histoire des États-Unis et de l'Amérique latine. En attendant, l'école demeure un rappel honteux des atrocités perpétrées par les disciples qu'elle a formés. Ce n'est que lorsqu'elle sera fermée et que les États-Unis admettront ce qu'ils ont fait là-bas que justice sera obtenue.

[1] U.S. Congressional Record (Journal officiel du Congrès des États-Unis), 20 mai 1994, p. H3771.

[2] DEL OLMO, Frank. "Is a U.S. School for Latin Brass Necessary?: Military: The CIA-Guatemala scandal renews an attempt to close the Pentagon-run academy" (« Une école américaine pour les hauts-gradés d'Amérique latine est-elle nécessaire ? : Armée : Le scandale CIA - Guatemala renouvelle une tentative de fermeture de l'école gérée par le Pentagone. »), *Los Angeles Times*, 3 avril 1995. http://articles.latimes.com/1995-04-03/local/me-50269_1_latin-american-military.

[3] KARL, Terry Lynn. "U.S. Foreign Policy, Deniability, and the Political 'Utility' of State Terror" (« La politique étrangère américaine, la possibilité de nier et l'utilité politique de la terreur d'État »), dans COHN, Marjorie. *The United States and Torture: Interrogation, Incarceration, and Abuse* (Les États-Unis et la torture : Interrogation, incarcération et mauvais traitements), NYU Press, 2011, 360 pages, p. 69-95.

[4] *School of the Americas: School of Assassins* (« L'École des Amériques : L'école des assassins »), raconté par Susan Sarandon, Maryknoll World Productions (1995).

[5] Sœur Dianna Ortiz, préface de *The United States and Torture: Interrogation, Incarceration, and Abuse*, p.11.

[6] L'ACAT était partie civile à son procès, de même que la Ligue des droits de l'homme (LDH) et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

[7] COHN, Marjorie. "Torture is Never Legal and Didn't Lead Us to Bin Laden" (« La torture n'est jamais légale et ne nous a pas conduit à Ben Laden »), 13 mai 2011, <http://www.marjoriecohn.com/2011/05/torture-is-never-legal-and-didnt-lead.html>.

[8] Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, art. 33, 12 août 1949, 6 U.S.T. 3516, 75 U.N.T.S. 287.

[9] JAMAIL, Dahr et FADHIL, Ali. "Rebuilding Not Yet Reality for Fallujah" (« La reconstruction, pas encore une réalité pour Fallujah »), *Inter Press Service*, 24 juin 2006, <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=33761>.

[10] KRATOVAC, Katarina. "AP Photographer Flees Fallujah. Witnesses US Helicopter Kill Fleeing Family of 5" (« Un photographe de l'AP fuit Fallujah. Assiste au meurtre d'une famille de 5 personnes en fuite abattues par un hélicoptère américain »), *Associated Press*, 15 novembre 2004, <http://www.commondreams.org/headlines04/1115-04.htm> ; KRATOVAC, Katarina. "AP photographer tells of his panicked flight from Fallujah raids" (« Un photographe de l'AP raconte comment, pris de panique, il fuit Fallujah pour échapper aux raids »), *St. Louis Post Dispatch*, 15 novembre 2004, p. A08.

[11] SENGUPTA, Kim. "Witnesses Say US Forces Killed Unarmed Civilians" (« Des témoins affirment que des soldats américains ont tué des civils non armés »), *The Independent* (U.K.), 24 novembre 2004, http://news.independent.co.uk/world/middle_east/article21712.ece.

[12] QUIGLEY, Bill. "Torture and Human Rights Abuses at the School of Americas - WHINSEC", dans COHN, Marjorie. *The United States and Torture: Interrogation, Incarceration, and Abuse* (Les États-Unis et la torture : Interrogation, incarcération et mauvais traitements), p. 60.S.